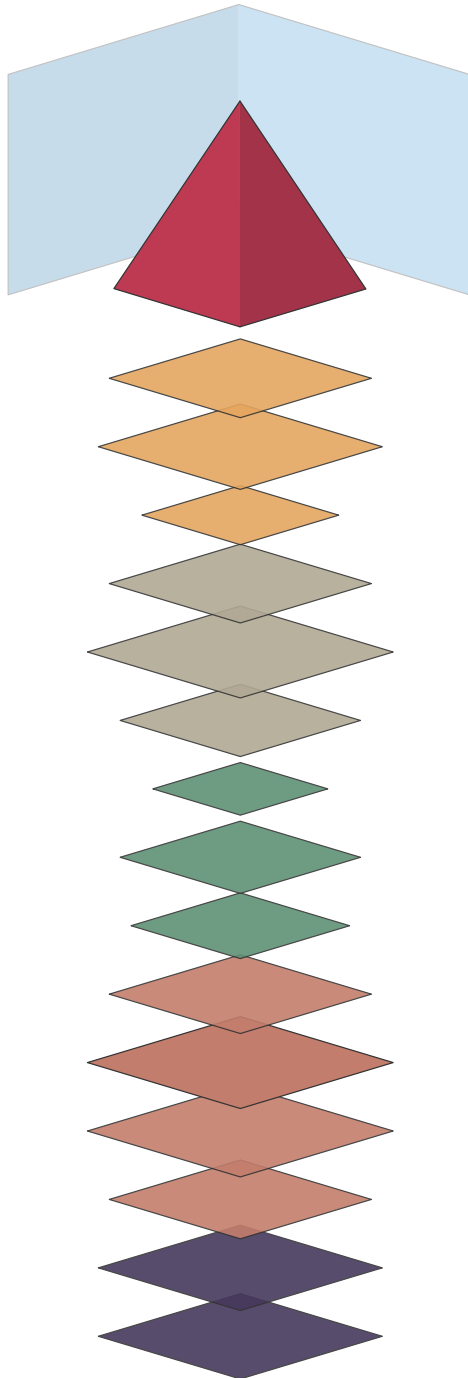


FRANCE



5,82

SCORE DE CRIMINALITÉ

58^e sur 193 pays

9^e sur 44 pays européens

1^{er} sur 11 pays d'Europe de l'Ouest



MARCHÉS CRIMINELS

5,93

TRAITE DES PERSONNES **6,00**

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS **6,50**

RACKET D'EXTORSION ET
CHANTAGE À LA PROTECTION **4,50**

TRAFIC D'ARMES **6,00**

COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON **7,00**

COMMERCE ILLICITE DE BIENS
DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE **5,50**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE **4,00**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE **5,50**

CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES
NON RENOUVELABLES **5,00**

COMMERCE D'HÉROÏNE **6,00**

COMMERCE DE COCAÏNE **7,00**

COMMERCE DE CANNABIS **7,00**

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE **6,00**

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE **6,50**

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE **6,50**



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

5,70

GROUPES DE TYPE MAFIEUX **6,00**

RÉSEAUX CRIMINELS **6,50**

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT **3,50**

ACTEURS ÉTRANGERS **7,00**

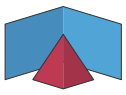
ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ **5,50**



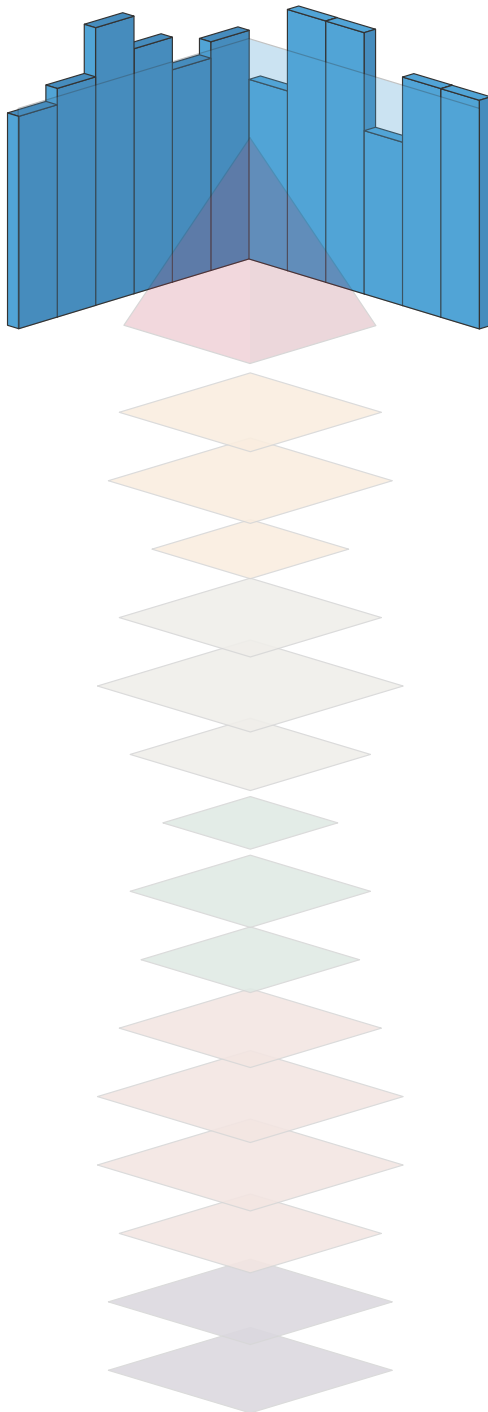
6,96

SCORE DE RÉSILIENCE





FRANCE



6,96

SCORE DE RÉSILIENCE

27^e sur 193 pays

19^e sur 44 pays européens

11^e sur 11 pays d'Europe de l'Ouest

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	6,50
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	7,00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	8,50
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	7,50
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	6,50
FORCES DE L'ORDRE	7,00
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	5,50
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	8,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	8,00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	5,00
PREVENCIÓN	7,00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	7,00



5,82

SCORE DE CRIMINALITÉ



MARCHÉS CRIMINELS 5,93



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ 5,70



CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

La France est principalement un pays de destination pour la traite des personnes, avec des victimes vulnérables à l'exploitation sexuelle, au travail forcé, à la mendicité forcée et à l'esclavage, mais le pays est également un pays d'origine et de transit, bien que dans une moindre mesure. Les femmes et les filles sont principalement victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle, de servitude domestique et d'autres formes de travail forcé, au même titre que les hommes. Les enfants victimes sont également de plus en plus ciblés par les trafiquants pour la mendicité forcée et le vol. Les réseaux criminels utilisent souvent des plateformes en ligne pour recruter des victimes, ce qui leur permet d'atteindre plus facilement un plus grand nombre de personnes et rend le traçage par les investigateurs plus difficile. La France a connu une forte augmentation de la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle, en particulier dans les banlieues, et les victimes sont de plus en plus leurrées par différentes méthodes, notamment des relations amoureuses factices, la servitude pour dettes et la force physique. Les femmes et les enfants qui fuient l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie sont également vulnérables à la traite des personnes en France. Les travailleurs sans papiers ainsi que les travailleurs saisonniers déjà présents dans le pays ont également été victimes de la traite et forcés à travailler, notamment dans les secteurs de la construction, du petit commerce, de l'agriculture et de la pêche, sur la base de promesses économiques frauduleuses.

La France est un pays de transit et de destination important pour le trafic d'êtres humains, l'Algérie et le Maroc étant des pays de départ courants. Le trafic d'êtres humains a augmenté dans le nord de la France depuis la fermeture des camps de migrants à Calais. Une part importante du trafic d'êtres humains transitant par la France a pour but d'atteindre le Royaume-Uni. La ville portuaire de Ouistreham, en Normandie, est un point névralgique majeur. Le passage clandestin des frontières françaises avec l'Italie est également une source d'inquiétude, des micro-milices repoussant les personnes vers l'Italie. Les territoires français d'outre-mer, en particulier Mayotte et la Guyane, sont des points d'entrée pour les activités de trafic d'êtres humains. Les services de renseignement français ont signalé un chevauchement entre le trafic d'êtres humains, le trafic de drogue, la traite à des fins d'exploitation sexuelle et le trafic d'armes.

Les indications d'extorsion ou de racket commis par des groupes organisés sont rares en France, à l'exception de quelques cas de groupes criminels impliqués dans des

pratiques d'extorsion parallèlement à d'autres crimes, notamment le vol et la vente de biens volés, la contrebande de tabac, le trafic de drogue et le blanchiment d'avoirs criminels. En Corse, les cas seraient plus fréquents et impliqueraient généralement le racket et des menaces liés à des tensions autour de biens immobiliers. Dans le cadre des subventions financières de l'Etat et de l'UE, les élus locaux sont potentiellement plus exposés aux groupes criminels corses qui interfèrent dans l'attribution des marchés publics dans le secteur de la construction, des activités agricoles et de la gestion des déchets.

COMMERCE

Le commerce illicite d'armes en France est principalement alimenté par la criminalité organisée, en particulier les réseaux de trafic de drogue. Les kalachnikovs et les mitraillettes datant de la Seconde Guerre mondiale sont les armes les plus couramment trouvées sur le marché illicite. Les armes à feu transformées et réactivées sont également de plus en plus disponibles et utilisées pour commettre des délits. Le nombre d'armes qui entrent en France, notamment en provenance des Balkans, est inquiétant et les conflits sont de plus en plus souvent réglés par la violence physique et l'utilisation d'armes à feu illégales. L'utilisation d'armes de guerre, comme les AK-47, a permis à des groupes terroristes d'attaquer des civils et alimente la violence dans les banlieues où les jeunes ont facilement accès à ce genre d'armes. Les nouvelles tendances du trafic d'armes comprennent l'envoi d'armes par la poste et l'émergence de nouveaux clients aux motivations floues.

Les produits de contrefaçon constituent un problème important, qui touche les produits allant des articles de luxe aux biens de consommation courante. L'essor du commerce électronique a facilité la vente de produits de contrefaçon, la Chine étant la principale source de ces produits. Les cigarettes contrefaites font partie des produits de contrefaçon les plus commercialisés et ont un impact significatif sur l'économie. Lors de la pandémie de COVID-19, le marché des masques et des médicaments contrefaits s'est développé, ce qui a incité le gouvernement à lancer un plan d'action pour lutter contre les produits de contrefaçon. La France est le deuxième pays, après les États-Unis, en termes du pourcentage de saisies douanières de produits portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle.

Le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise, en particulier les cigarettes, est un marché important qui s'est développé en France ces dernières années. Cela peut être dû à la nouvelle législation sur le tabac du pays, qui a augmenté le prix des produits du tabac, créant ainsi plus d'opportunités sur le marché pour les contrebandiers.

La police française a mené de nombreuses opérations et saisi de grandes quantités de cigarettes de contrebande, dont beaucoup sont destinées au Royaume-Uni.

ENVIRONNEMENT

Le commerce illégal du bois a une certaine influence en France, le pays étant une destination pour le bois provenant illégalement d'Asie du Sud-Est, d'Afrique centrale et d'Amérique latine. L'exploitation forestière et minière illégale est également répandue en Guyane française, où plusieurs groupes criminels organisés sont impliqués dans ces activités. En outre, la France est un pays de destination pour les orchidées et les cactus rares illégaux. Le pays est également un point de transit et de destination majeur pour le commerce illégal d'espèces sauvages, avec des connexions entre la France, l'Afrique et l'Asie. La viande de brousse, en particulier la viande de singe, de reptile et d'antilope, est trafiquée vers les banlieues parisiennes pour la diaspora africaine, tandis que des singes et des reptiles vivants sont introduits clandestinement du Maroc en France via l'Espagne. Un éventail d'animaux sauvages vivants font l'objet d'un trafic, et la France est un grand importateur de peaux de reptiles et de tigres. Le trafic de civelles est un autre sujet de préoccupation. En ce qui concerne la criminalité liée aux ressources non renouvelables, la France est un pays de destination important pour le marché criminel, en particulier pour l'or illégal en provenance de la Guyane française. L'exploitation illégale de l'or en Guyane est très répandue et a entraîné la destruction de milliers d'hectares de forêt tropicale, avec un impact négatif sur des écosystèmes entiers. Il existe également un trafic d'or de la France vers d'autres pays européens. Les vols de métaux sont nombreux en France et il s'agit souvent d'opérations de grande envergure menées par des groupes criminels étrangers.

DROGUES

Le commerce illégal de drogues est un problème croissant en France, diverses substances étant introduites clandestinement dans le pays par différentes routes. Le trafic d'héroïne est répandu dans le pays, les réseaux impliqués dans ce commerce achetant la drogue dans les pays voisins. L'héroïne est principalement produite en Afghanistan et transportée en France via la Belgique ou les Pays-Bas avant d'être redistribuée dans tout le pays. Le département du Nord de la France, en particulier la ville de Lille, est une plaque tournante du trafic d'héroïne, tandis que le trafic dans la région des Alpes est contrôlé par les mafias albanaises. La baisse du prix de l'héroïne a entraîné une augmentation de la consommation, la drogue étant inhalée ou fumée, remplaçant l'injection traditionnelle. Le marché de la cocaïne est le deuxième marché de la drogue en France, la majeure partie de la cocaïne arrivant par deux voies d'entrée principales. La première voie d'entrée est par le port du Havre, où la drogue arrive dans des conteneurs en provenance de l'Équateur ou du Brésil. La seconde voie

se passe par la Guyane française, où la cocaïne est transportée par la route depuis le Suriname, puis acheminée par avion jusqu'à Paris à l'aide de mules humaines ou envoyée dans des boîtes de conserve par colis postaux. La France sert également de pays de transit pour le commerce de cocaïne, dont une partie est acheminée vers le Royaume-Uni ou les Pays-Bas. Si la pandémie de COVID-19 n'a pas eu d'impact significatif sur l'approvisionnement du marché de gros, elle a accéléré l'utilisation des réseaux sociaux pour l'achat de ces substances.

Le cannabis est la drogue illégale la plus consommée en France et son marché s'est considérablement développé ces dernières années. Bien que contrôlé par quelques caïds, le marché est difficile à détecter car il est fragmenté et transnational. Le cannabis provient principalement du Maroc et transite par l'Espagne pour atteindre la France et le reste de l'Europe en voiture, en bus ou en camion. La lutte contre le trafic de cannabis reste la priorité des forces de l'ordre françaises. La pandémie a confirmé la tendance au développement de la production nationale de cannabis. La France est également un point de transit et de destination pour la méthamphétamine et la MDMA (ecstasy), principalement produites en Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas et vendues en France, en Espagne et au Royaume-Uni. La consommation de nouvelles substances psychoactives est en hausse, la plupart étant achetées en ligne et produites en Inde et en Chine. Le marché français est dominé par les substances de type cathinone, suivies par la kétamine et les cannabinoïdes de synthèse. Les cannabinoïdes de synthèse présentent des risques importants pour la santé des consommateurs et il existe des preuves de l'existence de laboratoires illicites en France. Le recours au marché noir en ligne est devenu plus fréquent, en particulier pour des produits rares tels que le fentanyl illicite et les drogues apparentées à base de fentanyl.

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

La France a été victime de nombreuses cyberattaques perpétrées principalement par des groupes basés dans des pays étrangers, tels que la Chine et la Russie. Ces cybercriminels sont de plus en plus organisés et professionnels, et sont généralement motivés par le gain financier, l'espionnage et le sabotage. Un type de cyberattaque qui a augmenté en fréquence est le ransomware, dont les principales cibles sont les personnes morales de différents secteurs. En effet, les entreprises françaises ont été les deuxièmes les plus ciblées par la cybercriminalité en Europe, environ la moitié des entreprises établies et opérant en France ayant été victimes de cyberattaques. Le télétravail a révélé de nombreuses vulnérabilités dans les services numériques, laissant les gens non préparés face à ce type de criminalité. La France a observé des cyberattaques émanant d'acteurs russes, notamment dans le contexte des récents événements en Ukraine, qui ont ouvert la porte à un volet en ligne du conflit.

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

En matière de criminalité financière, des cas de fraude financière et fiscale sont fréquemment détectés en France. Les cas de fraude financière peuvent se chiffrer en centaines de millions d'euros et peuvent être réalisés pour le compte d'organisations criminelles. Il s'agit par exemple de faux ordres de virement ou de fraudes aux aides d'Etat. Par ailleurs, les abus fiscaux des entreprises multinationales représentent des millions de pertes pour l'État. Actuellement, il existe deux formes émergentes de fraude financière : la fraude au compte d'apprentissage et la fraude aux aides post-COVID-19.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Le paysage de la criminalité organisée en France est dominé par des acteurs étrangers. Les diasporas nord-africaines sont connues pour abriter des membres de la criminalité organisée sur les marchés criminels français. Les criminels algériens opèrent principalement dans les quartiers pauvres de Marseille, tandis que la mafia italienne est répandue dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en raison de la proximité géographique, des lacunes législatives et de la présence de la diaspora italienne. Les groupes d'Afrique de l'Ouest et d'Europe de l'Est contrôlent respectivement les marchés de l'exploitation sexuelle et du trafic d'armes. Les groupes criminels organisés russes et des Balkans exercent un contrôle sur le secteur de la sécurité privée en France, tandis que les groupes criminels organisés asiatiques sont actifs dans divers secteurs, notamment le commerce de gros, la logistique et la cybercriminalité. Néanmoins, des réseaux criminels composés de citoyens français existent en France et sont actifs sur divers marchés criminels tels que le trafic de drogue, le trafic d'armes, la violence et la corruption. Ils utilisent le dark web et les technologies cryptées pour éviter d'être repérés par la police, mais les moyens de détection et de répression s'adaptent.

Les groupes locaux de type mafieux opèrent discrètement et sont souvent ignorés, avec un taux élevé d'infiltration dans les entreprises légitimes, telles que les bars, les restaurants, l'hôtellerie, la construction, la gestion des déchets, les services publics et commerciaux, et l'agriculture. Ces groupes ont tendance à être impliqués dans la poly-criminalité et sont souvent caractérisés par leur appartenance ethnique ou leur loyauté envers une ville spécifique, et ont souvent des liens avec des groupes de trafic de drogue. Les groupes de type mafieux corses se livrent également à un niveau élevé de violence, généralement en raison de la concurrence, ce qui conduit à des meurtres de vengeance. L'influence du gouvernement sur l'île reste limitée. Les organisations criminelles ont besoin d'une façade légale pour blanchir les revenus de leurs crimes. Elles travaillent donc souvent avec des acteurs du secteur privé, notamment des avocats et des comptables, pour conserver leur apparence légale. Des sociétés privées spécialisées contribuent au développement des capacités des groupes organisés en leur fournissant des structures juridiques à l'étranger, des sociétés écrans et des comptes bancaires dans des pays où le niveau de coopération en matière fiscale est faible. Les groupes criminels corses, en particulier, investissent dans l'industrie hôtelière et les casinos dans le sud de la France.

Les acteurs intégrés à l'État, notamment les élites gouvernementales, les figures politiques, les fonctionnaires et les officiers de police, existent et se livrent le plus souvent au blanchiment d'argent, à la fraude fiscale et à la corruption en France. Des acteurs corrompus intégrés à l'État ont été accusés de ces crimes à tous les niveaux de responsabilité et de position au sein de l'État. Bien qu'il soit difficile d'estimer leur degré de contrôle sur les marchés criminels, certaines affaires politico-financières liant des acteurs intégrés à l'État à des activités criminelles ont des composantes transnationales.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Les citoyens français ont manifesté un manque de confiance dans leur gouvernement, comme en témoignent les nombreuses manifestations et grèves de ces dernières années. Ce phénomène pourrait être attribué au manque de transparence, aux problèmes de fraude fiscale et aux décisions politiques controversées. Malgré cela, le pays lui-même est stable. La lutte contre la criminalité organisée reste une priorité secondaire après la lutte contre le terrorisme. Le pays dispose de deux autorités indépendantes qui contrôlent l'action du gouvernement, traitent les affaires

de corruption, sensibilisent le public à l'éthique en politique et font des propositions pour améliorer la législation. Cependant, les citoyens réclament plus de transparence dans les différents domaines de l'action gouvernementale. La lutte contre la corruption manque de ressources et de volonté politique, et l'accent est mis principalement sur la corruption internationale plutôt que sur la corruption nationale. Les organisations internationales ont appelé le gouvernement national à renforcer ses politiques de lutte contre la corruption, exprimant leur inquiétude quant à la proximité de l'exécutif français avec les lobbies.

La France est partie à tous les grands traités et conventions internationaux sur la criminalité organisée, y compris le trafic de drogue, le commerce des armes et la corruption, et a joué un rôle actif dans les négociations et la mise en œuvre. La France a également conclu un certain nombre d'accords bilatéraux et multilatéraux de coopération en matière de sécurité et est l'un des rares pays à avoir participé et à continuer de participer à des initiatives sous-régionales, régionales et mondiales. La France n'a pas de définition spécifique de la criminalité organisée dans sa législation, mais elle énumère diverses infractions qui constituent des actes de criminalité organisée lorsqu'elles sont commises par des gangs organisés. La France dispose désormais d'une loi globale sur l'utilisation sociale des biens confisqués, qui s'inspire du modèle italien. Toutefois, aucune confiscation n'est possible sans une condamnation pénale de l'auteur de l'infraction.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

La France a mis en place des juridictions interrégionales spécialisées, compétentes sur les différents marchés de la criminalité organisée, y compris le trafic de drogue et la criminalité financière. En outre, des institutions ont été mises en place pour adapter le système judiciaire aux nouvelles tendances de la criminalité organisée transnationale. Toutefois, le manque d'indépendance du procureur de la République, qui est nommé par le ministre de la justice, est régulièrement critiqué. Les prisons françaises ont également été critiquées pour leur surpopulation, leur délabrement, leur manque d'hygiène, l'absence d'intimité, le manque d'activités et le risque présumé de radicalisation. La police et la gendarmerie françaises, avec diverses unités spécialisées dédiées à des marchés criminels spécifiques, sont chargées, dans le cadre du ministère de l'intérieur, de lutter contre diverses formes de criminalité, notamment la criminalité organisée, le trafic de drogue, le terrorisme, le trafic d'êtres humains et la cybercriminalité. Bien que le pays dispose d'une forte application de la loi contre la criminalité, le manque de transparence dans le fonctionnement de nombreuses agences reste un domaine à améliorer.

L'intégrité territoriale de la France est compromise par différents facteurs, notamment la porosité des frontières avec l'Italie et l'Espagne, qui est exploitée par les trafiquants et les passeurs de drogue. Les territoires français à l'étranger, en particulier la Guyane française, sont également utilisés comme points d'entrée par les trafiquants de drogue. En outre, l'échec des politiques d'intégration a entraîné l'apparition de zones de non-droit dans les banlieues des grandes villes, où les taux de criminalité sont élevés et où la police ne reste souvent pas assez longtemps pour mettre en place une police de proximité. Les réseaux criminels continuent d'utiliser diverses voies pour entrer en France et ils sont de plus en plus influents, travaillant souvent avec des fonctionnaires locaux. Les infrastructures essentielles restent également mal protégées contre les cyberattaques. Toutefois, au cours des dernières années,

les opérations menées par la Juridiction nationale chargée de la lutte contre la criminalité organisée (Junalco) ont donné des résultats positifs, notamment dans les domaines du trafic de stupéfiants, de la traite des personnes et de la cybercriminalité.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

La France a mis en place des mesures strictes pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Cependant, les organisations criminelles sont connues pour être impliquées dans le blanchiment d'argent par le biais de l'industrie des paris et des jeux, et la criminalité en col blanc est également utilisée pour récupérer les fonds perdus à cause de la fraude fiscale. Les réseaux criminels opérant de plus en plus en ligne, la France s'efforce de réglementer rapidement ces nouvelles activités. Dans l'ensemble, la France est considérée comme un pays résilient aux infractions de blanchiment d'argent et prend constamment des mesures pour améliorer ses capacités.

Par rapport aux autres pays de l'UE, l'économie française est plus réglementée, en particulier dans les industries de réseau telles que les transports, les communications et l'énergie. Le Gouvernement français s'efforce de réduire la charge réglementaire, notamment en lançant un programme de réforme de la réglementation. Toutefois, il existe une tension entre la fluidité économique et les préoccupations en matière de sécurité. Le PIB par habitant de la France est supérieur aux moyennes de la zone euro et de l'OCDE, ce qui témoigne d'une économie forte. L'économie informelle du pays représente une faible part de son PIB, ce qui est relativement peu par rapport à d'autres pays européens.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

La France dispose d'un service chargé de l'accès au droit, à la justice et à l'aide aux victimes et d'une fédération d'associations d'aide aux victimes. Cependant, il n'existe pas de définition légale de la notion de « victime de la criminalité ». Les ONG identifient un nombre important de victimes de la traite des personnes, mais elles ne sont pas suffisamment financées, ce qui ralentit le processus d'identification. Les victimes ont droit à une protection spéciale ainsi qu'à un soutien, notamment une aide juridique, une assistance psychologique et médicale et un logement. Toutefois, la fourniture des mécanismes de soutien susmentionnés se révèle insuffisante, en raison d'un manque de ressources et de problèmes d'identification. Même après l'identification des victimes, il peut être difficile d'obtenir un statut de réfugié qui offrirait une protection appropriée, et toutes les victimes n'ont pas accès aux centres d'accueil. La France a atteint ses objectifs accélérés visant à mettre fin au VIH/sida d'ici à 2030 grâce à des efforts de prévention des drogues illicites et à la distribution d'aiguilles et de seringues ainsi que la fourniture de traitements. Des associations d'aide aux jeunes gens victimes d'extorsion et de racket

sont disponibles. La France a également fait des efforts pour prévenir la traite des personnes en adoptant un plan d'action national contre la traite et en créant une mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des personnes.

En ce qui concerne la société civile, la plupart des ONG ne reçoivent pas de financement du gouvernement et dépendent d'autres sources, telles que le financement privé, ce qui a un impact sur leur viabilité. La loi autorise les fonds provenant de la vente de biens confisqués à financer des projets associatifs de lutte contre la traite des personnes, à indemniser les victimes de la criminalité ou à financer les forces de l'ordre et les institutions de prévention des addictions. Par ailleurs, alors que les violences policières à l'encontre des journalistes ont diminué, on signale une augmentation des violences à l'encontre des journalistes, notamment des agressions verbales et en ligne, ainsi que des poursuites judiciaires. Cette tension est alimentée par l'utilisation des réseaux sociaux et a entraîné une détérioration des libertés civiles.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.